

L'autre état d'urgence

Bruno Latour, 20-11-15
A paraître lundi 23 dans *Reporterre*

Ce qui décourage aussi dans l'action des terroristes, c'est qu'on est tenté de ramener la discussion sur leurs motifs à un niveau aussi insensé que leurs actions. À chaque attentat on se rejoue le grand jeu de la guerre, de la nation en péril, de l'État protecteur en prétendant se dresser contre la barbarie. Ce qui est vrai, bien sûr, mais terriblement régressif. La sécurité doit être assurée et qu'on donne à l'État les moyens. Point.

Ce qui rend encore plus décourageant la situation présente, c'est que les crimes du 13 novembre ont lieu quelque jours avant une autre échéance, concernant d'autres tragédies, qui obligent, elles, contrairement aux assassinats de Daech, à inventer de tout autres réponses à de tout autres menaces. Je veux parler bien sûr de la conférence Climat de Paris, la COP21, qui risque de paraître moins grave, en tous cas moins urgente, que la réponse policière aux sanglantes équipées de ces branquignoles surarmés.

Ce serait là commettre une grave erreur d'appréciation dans l'ordre et l'ampleur des menaces qui pèsent sur les États modernes. Les fanatiques armés sont criminels mais ils ne mettent pas en péril comment nous devons vivre, penser, produire, apprendre, habiter. Il faut se défendre contre eux. Mais il n'y a rien dans leur idéologie qui mettent en péril la manière dont nous tenons à nos valeurs — pas plus que les pirates ne menacent les valeurs du commerce international. Il faut les combattre, c'est tout. Aucun message politique n'en sort, pas même une originalité tactique, et bien sûr aucune sorte de leçon religieuse. Quelle scientifique, quel citoyen, quelle artiste, quelle commerçante, quelle juge, quelle mère, quel musicien, quel sportif aspire à être dirigé par Daech ? J'ajouterai même: quel croyant ? Rien à voir de ce point de vue avec les anciennes guerres civiles qui divisaient de l'intérieur. Contre ce banditisme criminel, malgré les coups de clairons et l'agitation des drapeaux tricolores, c'est une question de police, pas de guerre.

Il en est tout autrement du nouveau régime climatique. Il menace tous les États dans toutes leur dimensions de production, de culture, d'habitation, d'art et de commerce. Il menace nos valeurs dans ce qu'elles ont de plus profond. Et là, les États sont vraiment en guerre les uns avec les autres pour l'occupation de territoires et le développement de l'économie comme de la culture. Et chacun d'entre nous est divisé contre lui-même. S'il y a « une guerre de civilisation », c'en est probablement une — et elle nous concerne tous. Or, contre ces nouvelles menaces, on le sait, les anciens États sont démunis et aussi désarmés que devant la menace terroriste. La police ne suffit pas. C'est toute la société civile qui doit prendre en main son destin pour forcer les institutions politiques à d'autres réponses.

On voit le danger si les mesures à prendre contre le terrorisme, mesures nécessaires, obligeaient l'État français à limiter la COP 21 à une discussion diplomatique entre fonctionnaires et spécialistes, dans le camp fortifié du Bourget devenue une sorte de Zone Verte, comme à Bagdad. Et cela, au moment même où la question climatique prenait enfin la dimension civilisationnelle qui lui a manqué jusqu'ici.

C'est pourquoi il semble important de multiplier les pressions pour que, malgré les exigences de sécurité, la société civile puisse s'exprimer pacifiquement sur ce qui la concerne au premier chef. L'éradication de Daech sera longue, mais sa

condamnation est déjà prononcée. Cette terreur peut se prolonger, mais elle est tirée vers le passé, sans autre innovation que l'ajout d'une ceinture d'explosif à une autre ceinture d'explosif. La menace résumée par le terme de Climat, elle, appartient à l'avenir et dépend de ce que nous tous, et pas simplement la police, nous serons capable d'inventer. Il est donc vain de vouloir régler l'une en délaissant l'autre.

D'autant que par un lien qui n'a rien de mystérieux elles sont intimement liées. Je ne veux pas parler de la connexion incertaine, en tous cas trop indirecte, entre les transformations climatiques au Moyen Orient et la crise en Syrie. Je ne veux pas non plus parler de l'horreur des réfugiés chassés par les terroristes, par la destruction de leur pays et par notre propre réaction. Je veux parler de cette terrible attirance qui fait préférer au destin terrestre la mort dans l'au-delà. Bien sûr le nihilisme des candidats au suicide paraît simpliste, mais, comme dans un inepte et atroce modèle réduit, il offre l'image de ce suicide collectif auquel nous entraîne le développement du front de modernisation. Le 13 novembre est une préfiguration gore de la catastrophe qui suivra l'échec de la conférence de Paris et des suivantes. Si vous utilisez avec raison le terme de nihilisme pour décrire les militants fous, il me semble que le terme s'applique aussi, mais à une échelle démultipliée, à ceux qui ont aussi, à leur façon, le goût pervers de l'au-delà. Tout comme ceux qui se tuent en tuant, ceux qui prétendent ne pas aborder de front la grande mutation climatique, s'écrient au fond, selon deux registres différents mais qui résonnent avec la même stridence, « Vive la mort ! ».

Il serait vraiment tragique qu'en s'occupant avec raison de détruire ceux qui ne peuvent que tuer pour un temps limité des innocents, on retarde une fois encore de s'occuper de ceux qui peuvent tuer massivement, longtemps, progressivement en entraînant dans leur délire bien d'autres êtres que les humains. S'il est légitime qu'un état d'urgence calibré permette de manifester en sécurité, il faut rappeler aux pouvoirs publics qu'il existe un autre état d'extrême urgence qui permette à la société civile d'apprendre comment repérer ses autres ennemis, comment s'équiper contre eux. Surtout que pour cette guerre-là, nous sommes vraiment divisés, dans chaque peuple, chaque territoire et, plus tragique encore, que nous sommes divisés en nous mêmes sur les causes comme sur les remèdes. Là vraiment, l'État est démuni. Il a besoin de tous ses citoyens. Il ne doit pas les empêcher de l'aider en manifestant — fut-ce de manière plus inventive qu'un énième défilé de la République à la Nation.